

La défaite était-elle inéluctable ?

Par **Olivier Wieviorka**

Quelle est la responsabilité des généraux français dans la débâcle de juin 1940 ? Les panzers allemands étaient-ils irrésistibles ? Le Blitzkrieg était-il un scénario sans failles ? Contre les idées reçues, retour sur la défaite française.

Les panzers attaquent
La Meuse est franchie, à Sedan, le 13 mai, par ces panzers fonçant flanqués de motocyclistes de protection.



A lors que les canons venaient tout juste de se taire, Philippe Pétain et Charles de Gaulle tiraient, dès juin 1940, des leçons diamétralement opposées de la défaite. « *Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés* », gémissait le vainqueur de Verdun dans son discours du 20 juin, prompt à affirmer que la débâcle provenait de « *nos relâchements* ». « *L'esprit de jouissance, ajoutait-il le 25 juin, détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié.* » L'homme du 18-Juin, à l'inverse, se bornait à constater dans son célèbre Appel qu'« *infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer* », affirmant que « *les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire* ».

Ces constats antagonistes dessinent une fracture qui divisera, de longues années durant, les historiens. Les uns, suivant Henri Michel, Jean-Baptiste Duroselle ou plus récemment Claude Quétel (cf. *Pour en savoir plus*, p. 99) construisent la débâcle de l'été 1940 comme un phénomène global signant la faillite politique, diplomatique, économique et sociale de la III^e République, ce qui contribue à inscrire l'effondrement de 1940 dans le temps long de l'entre-deux-guerres. Les autres, souvent étrangers et tenants d'une historiographie plus récente, à l'instar de Martin Alexander, Robert Doughty ou Karl-Heinz Frieser, récusent cette vision fataliste¹. Soulignant le relatif équilibre des forces qui marque les deux camps, ils invoquent plutôt la part des hasards ayant présidé à la victoire allemande et se situent résolument dans le temps court de l'été 1940. L'historien contemporain se voit donc sommé d'opter entre deux logiques dont l'une porte un jugement moral dont la seconde s'exonère. Alors, hasard ou nécessité ? Reprenons le dossier.

LES ERREMENTS DES ANNÉES 1930

En septembre 1939, la France aborde l'épreuve de la guerre en situation de faiblesse, au point de vue diplomatique tout du moins. Certes, elle table depuis 1939 sur le soutien résolu d'un Royaume-Uni qui, constatant avec l'invasion de des régions tchèques en mars 1939 que l'Allemagne nazie ne respecte pas les engagements souscrits, garantit l'indépendance de la Pologne et lui promet son soutien militaire. Succédant à la politique d'*appeasement* menée par Neville Chamberlain jusqu'à la conférence de Munich de 1938 qui conduit au démantèlement de la République tchèque, cette soudaine résolution ne suffit cependant pas à effacer les longs errements de la diplomatie britannique. Craignant l'hégémonie française sur le Vieux Continent, Londres avait prêté une oreille distraite aux revendications que Paris n'avait cessé d'émettre pour garantir sa sécurité. Loin de soutenir la politique de fermeté du président du Conseil Raymond Poincaré lors de l'occupation de la Ruhr (1923)², elle s'était désolidarisée de son ancienne

alliée, cherchant par la suite à négocier en solitaire au point de conclure, en 1935, un accord naval bilatéral avec Berlin. En 1939, ces illusions se déchirent, confirmant que « *les peurs que les Français éprouvaient quant à leur sécurité étaient fondées* »³. Cette conversion intervient cependant bien tard et n'efface ni Munich, ni les torts portés aux positions françaises.

La France, surtout, ne dispose pas de l'alliance de revers soviétique. Le pacte conclu avec l'URSS en mai 1935 inscrivait l'assistance mutuelle des deux États dans le cadre de la Société des nations (SDN) – ce qui revenait à la priver de tout effet concret. Surtout, les dirigeants français ne cherchèrent pas à assortir cet accord de clauses militaires, doutant de la valeur opérationnelle de l'Armée rouge. Ils craignaient également de mécontenter la Pologne qui aurait dû laisser les troupes soviétiques traverser son territoire pour prêter main-forte à son alliée. Constatant les attermoissements de Londres et de Paris, Staline agit donc avec cynisme. Il conclut un pacte de non-agression avec le Reich le 23 août 1939. Hitler se frottait les mains : il n'aurait pas, hantise redoutée, à livrer une guerre sur deux fronts et pourrait concentrer ses forces sur le seul théâtre d'opérations occidental.

En 1939, pas d'alliance de revers soviétique

La résolution des petits alliés, enfin, apparaissait pour le moins vacillante. La Pologne s'était avec constance efforcée de détourner la menace nazie, signant le 26 janvier 1934, une déclaration de non-agression avec l'Allemagne. Elle se montrait également réticente à l'égard de la Tchécoslovaquie à qui l'opposaient quelques contentieux territoriaux. La Belgique, pour sa part, campait sur une neutralité ostensible, réitérée en 1936, ce qui empêchait ses alliés de planifier une stratégie militaire commune.

Placée au ban des nations depuis l'agression perpétrée contre l'Éthiopie (1935), l'Italie, enfin, se rapprochait de l'Allemagne avec laquelle elle s'alliait en novembre 1936. Ce revirement était d'autant plus douloureux qu'elle avait jusque lors affiché sa défiance à l'égard du Reich, massant ses troupes sur le col du Brenner lors d'une tentative d'annexion de l'Autriche, l'Anschluss raté de 1934. Ce retournement se doublait par surcroît de revendications agressives, les députés italiens réclamant, en novembre 1938, « *Tunisie ! Corse ! Djibouti !* » auxquels quelques manifestants ajoutèrent, pour faire bon poids, Nice et la Savoie.

À la différence de la Grande Guerre, la France ne disposait donc ni du soutien russe, ni de la neutralité bienveillante de l'Italie, ce qui l'obligeait à partir à la bataille munie du seul soutien de la Grande-Bretagne. Ainsi, le Quai d'Orsay ne parvint pas à doter la France d'un outil diplomatique efficace.

À l'égard de l'Allemagne, la politique de stricte application du traité de Versailles desservit les intérêts de la république de Weimar et favorisa les positions extrémistes du parti nazi. À l'inverse, ➤

L'AUTEUR
Professeur à l'École normale supérieure de Cachan, Olivier Wieviorka vient de publier *La Mémoire désunie* (Seuil, 2010). Son *Histoire du Débarquement* sort en « Points-Histoire » (Seuil) en mai 2010.

Notes

1. Ces points de vue sont exposés dans le remarquable ouvrage collectif dirigé par M. Vaisse, *Mai-juin 1940. Défaite française, victoire allemande sous l'œil des historiens étrangers*, Autrement, 2000, rééd., 2010.

2. Face au retard pris par le gouvernement de la république de Weimar dans le paiement des indemnités de guerre prévues par le traité de Versailles, des troupes franco-belges occupent la Ruhr jusqu'en 1925.

3. D. Reynolds, *From World War to Cold War*, Oxford University Press, 2006, p. 28.

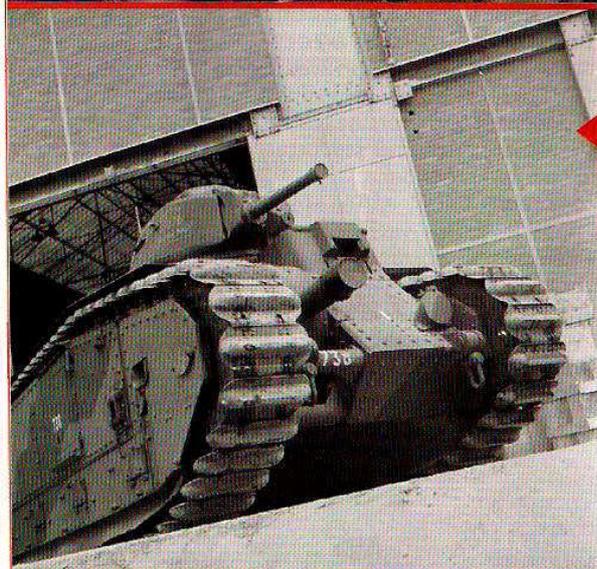


FRANCE

2 240 000
hommes

L'armée française compte 90 divisions en métropole, soit 5,5 millions d'hommes dont 2,24 sur le front nord-est. Ici : deux officiers français présentant une mitrailleuse prise à l'ennemi, octobre 1939.

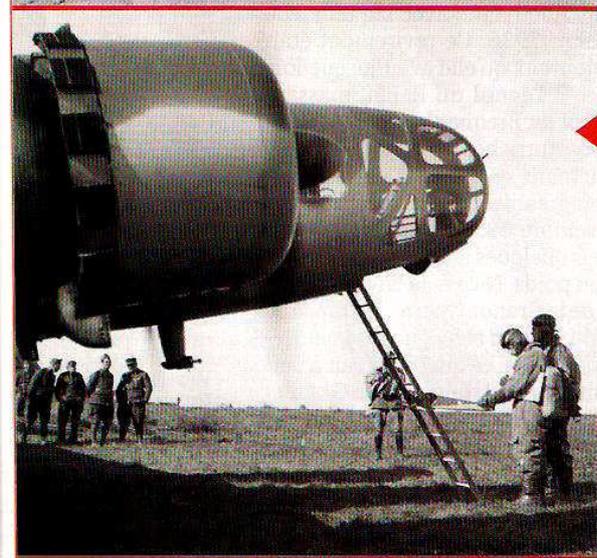
EGPAD



3 000
chars

Avec les chars B, pesant 35 tonnes, l'armée française possède les blindés les plus puissants de l'époque. Ce char B1bis sorti au premier semestre 1940 de l'usine FCM à Toulon sera mis hors de combat, dans le Lotret le 17 juin.

EGPAD



1 450
avions

L'équipage d'un avion de reconnaissance français Bloch 131 embarque. L'extrême droite, par antisémitisme, prétendit que Marcel Bloch avait construit des « cerceaux volants », une accusation tout à fait scandaleuse. Mais il est vrai que certains prototypes ont connu des déboires.

EGPAD

LES FORCES EN PRÉSENCE

➤ après l'arrivée de Hitler au pouvoir (1933), les élites françaises réagirent mollement aux violations répétées du traité de Versailles, laissant Berlin rétablir la conscription (1935), remilitariser la Rhénanie (1936) puis procéder à l'Anschluss (mars 1938) et au dépeçage de la Tchécoslovaquie (mars 1939). Le pacifisme ambiant conduisait, il est vrai, à éviter tout risque de guerre, l'anticommunisme menant par ailleurs à préférer un accommodement avec le Reich plutôt qu'avec l'URSS. Cette logique amena même l'état-major à envisager en 1939-1940 de soutenir la Finlande contre l'URSS qui a attaqué son voisin le 30 novembre 1939 et de bombardier Bakou, signe que les priorités n'étaient pas clairement établies dans l'esprit des plus hauts responsables. Il est vrai que la radicalité du nazisme était loin d'être perçue par des dirigeants prompts à identifier Hitler à un nouveau Bismarck. Quoi qu'il en soit, le 3 septembre 1939, la France entre en guerre sans disposer d'un sûr réseau d'alliances, ce qui contribua à affaiblir sa position.

COMBIEN DE BLINDÉS ?

Pourtant, et au rebours d'une légende encore solidement enracinée, la France et ses alliés, en 1940, font, du point de vue militaire, presque jeu égal avec l'Allemagne. Aux 90 divisions tricolores cantonnées en métropole s'ajoutent en effet 22 divisions belges, 10 divisions néerlandaises et 10 divisions britanniques, les Allemands en alignant pour leur part 135. De même, la France déploie près de 3 000 engins blindés de combat dont beaucoup surpassent les quelque 2 500 chars allemands – les B1 notamment. La seule frontière nord-est ne déroge pas à cet équilibre de la puissance puisque 76 divisions et 2 574 chars français attendent de pied ferme les 80 divisions et 2 285 tanks allemands qui s'apprêtent à déferler.

Ce tableau réconfortant appelle cependant quelques correctifs. Si la France possède en nombre suffisant des canons antichars, ces derniers, tractés par des chevaux, se déplacent lentement. De même, la DCA (défense antiaérienne) française se révèle insuffisante, manquant notamment de canons de 90 mm. Les chars B1 ne disposent que d'une autonomie limitée de 130 km. L'aviation française, surtout, se voit surclassée par la Luftwaffe. Outre son infériorité numérique (elle compte 1 450 appareils contre 2 600 pour son adversaire), elle manque cruellement de chasseurs modernes et de bombardiers.

En d'autres termes, l'outil militaire français ne promet pas la victoire ; il n'annonce pas pour autant la défaite, preuve du redressement entamé par le Front populaire et poursuivi par le gouvernement Daladier. Si les partis socialiste et communiste avaient refusé, jusqu'en mars 1935, de voter les crédits de guerre, le président du Conseil socia-

(3), les
ex vio-
nissant
militari-
schluss
vaquie
saisit, il
mmu-
mmo-
Cette
ager en
URSS
9 et de
étaient
hauts
zisme
mpts à
oi qu'il
re en
res, ce

liste, Léon Blum, octroya, en 1936, 14 milliards de francs à des chefs militaires qui n'en réclamaient que 9. Priorité fut accordée aux chars, à la modernisation de l'artillerie ainsi qu'à l'aviation. Les industries aéronautiques furent au demeurant nationalisées, afin qu'elles puissent tirer le meilleur profit de ces sommes importantes. De même, le chef de gouvernement Édouard Daladier versa, en 1938, 12 milliards de francs supplémentaires. Les statistiques confirment d'ailleurs la réalité d'un renouveau qui dut beaucoup au dynamisme du ministre de l'Armement, Raoul Dautry (septembre 1939-juin 1940) : l'industrie française produit 3 684 avions modernes entre 1938 et juin 1940, passant de 330 avions par an en 1937 à 330 par mois au premier trimestre 1940. Des chiffres comparables pourraient être avancés pour les blindés ou l'artillerie. Certes, « l'effort avait démarré trop lentement et il a porté des résultats trop tardifs »⁴. Sa réalité ne saurait pour autant être niée, d'autant qu'à l'inverse la force de l'Allemagne a fréquemment été surestimée.

Entamé en 1936, le réarmement a en partie rétabli la puissance allemande, mais ses résultats se révèlent contrastés. De fait, l'économie du III^e Reich bute sur trois écueils majeurs. Faute de devises et de liquidités, le financement de l'effort de guerre menace de relancer l'inflation, risque que le pouvoir, hanté par le précédent de 1923-1924, n'entend pas courir. Les matières premières – acier et métaux non ferreux avant tout – manquent, à telle enseigne qu'à la fin de 1939 300 bataillons d'infanterie ne disposent ni de casernes, ni de garages, faute d'acier. Soumise à des pouvoirs concurrents, l'économie, enfin, pâtit d'une insuffisante coordination qui conduit au gaspillage, à la dispersion et à l'inefficacité.

LES FAIBLESSES DU III^e REICH

Cette configuration oblige les dirigeants à réduire la voilure : alors qu'il a été prévu de construire, entre octobre 1939 et octobre 1940, 1 200 véhicules et tanks moyens, cet ambitieux programme est amputé de moitié en juillet 1939. Et loin d'apaiser les craintes de l'état-major, la campagne de Pologne de septembre-octobre 1939 les avive. En moins d'un mois de combat, un quart des forces blindées est hors-service, en raison des pannes ou des destructions. Les divisions de panzers sont au demeurant faiblement dotées : théoriquement bénéficiaires de 400 chars, elles n'en disposent dans les faits que de 250. Encore s'appuient-elles sur le tribut de 381 tanks moyens pris aux Tchèques et formant l'essentiel de la dotation de la 7^e panzer (division blindée) du général Rommel.

Or la situation géopolitique du Reich aggrave sa vulnérabilité. En septembre 1938, lorsque Hitler se mit à exiger le rattachement au

ALLEMAGNE

3 000 000
hommes

93 divisions allemandes participent à l'offensive à l'Ouest. Himmler est parvenu à intégrer dans la Wehrmacht quelques unités SS, dont ces motocyclistes de la division « Tête de mort » (Totenkopf) photographiés ici près d'Arras.



ECPAD

2 440
chars

Sur un blindé léger Panzer II, appartenant à la 10^e division de panzers qui vient tout juste de franchir la Meuse, le tankiste est relié par radio à son chef, ce qui était rarement le cas dans l'armée française.



ECPAD

2 590
avions

Un stuka, « bombardier en piqué » Ju-87, conçu par Hugo Junkers. Sur le côté gauche, une bombe et la sirène, terreurs des soldats français à Sedan. Mais, insuffisamment rapide, le stuka deviendra, dans le ciel anglais, la proie de la RAF.



ECPAD

LA DRÔLE DE GUERRE



On fraternise Cette séquence de « fraternisation », en octobre 1939, entre officiers italiens et français, sur la frontière alpine, au mont Cenis, n'a vraisemblablement pas plu au Duce. S'il a dû admettre, en septembre, que son pays n'était pas en état de participer à un conflit européen, à ses yeux ce n'était que partie remise. Le 10 juin 1940, l'Italie déclare la guerre à la France et à la Grande-Bretagne.

On papote, on bricole La photo prise près d'Altkirch (Haut-Rhin) illustre une des retombées de la stratégie défensive franco-

► Reich des Sudètes, région germanophone de Tchécoslovaquie, cette crise, qui conduisit à la conférence de Munich, accrut soudainement le risque d'une guerre dont l'Allemagne devrait supporter seule le poids. Ni Rome ni Tokyo n'avaient en effet promis leur soutien. De plus, les États-Unis, par la loi Cash and Carry, rompaient, le 3 novembre 1939, avec leur isolationnisme, acceptant de vendre des armements aux pays qui pourraient les payer. L'hostilité que Roosevelt éprouvait envers de Hitler comme le manque de devises interdisaient de toute évidence à l'Allemagne d'accéder à la manne américaine. Certes, le pacte germano-soviétique et la conquête de la Pologne apportent un répit bienvenu. L'URSS fournit ainsi 55 % du manganèse, 40 % du nickel et 34 % de l'essence que l'Allemagne importe. Mais cet apport ne peut contrebalancer les effets du blocus maritime mis en place par la Grande-Bretagne et la France. Dans les six premiers mois de guerre, les importations du Reich se montent péniblement au tiers du montant de 1932.

Le Führer table sur une guerre précoce et offensive

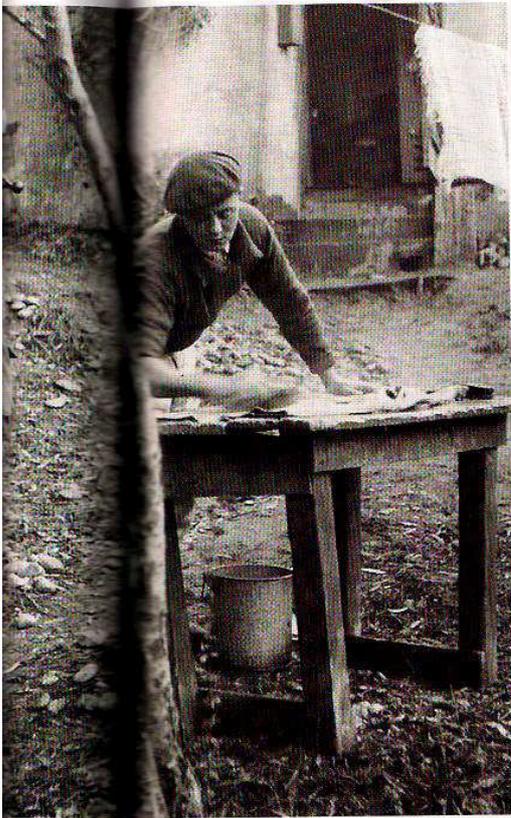
Les dirigeants nazis mesurent l'abîme qui sépare les potentiels économiques allemand d'une

part et franco-britannique de l'autre. Hitler estime lucidement que le temps désormais joue contre le Reich, puisqu'il permet à ses ennemis de renforcer leur outil militaire. Le 12 décembre 1939, il exige donc que la production de guerre soit poussée au maximum, en privilégiant la fabrication des munitions et du Junkers 88, un bombardier moyen.

Cette injonction est couronnée de succès. Entre janvier et juillet 1940, la production d'armements double, au prix, il est vrai, de lourds sacrifices imposés à la population. L'effort de guerre accapare en 1939 plus d'un tiers de la richesse nationale (contre un cinquième auparavant) et les Allemands doivent se serrer la ceinture. La même année, la consommation par tête recule de 11 %, en raison des effets conjugués de la taxation et du rationnement imposés aux civils.

Passant outre aux objections de son état-major, le Führer exige, par ailleurs, que les hostilités soient au plus vite déclenchées à l'Ouest. Compte tenu des faiblesses de l'économie allemande, il table donc sur une guerre précoce et offensive dont rien, pourtant, ne suggère qu'elle soit brève. L'accent placé sur la fabrication d'obus, de mortiers, voire de sous-

Note
4. J.-L. Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40*.
T. II, *Ouvriers et soldats*, Gallimard, 1990, p. 351.



le
Haut-
de la

britannique : comme il ne se passait à peu près rien sur le front nord-est, les temps de repos s'allongeaient pour ces soldats désœuvrés.



FCPAD

On cueille des fleurettes Ce cliché semble rétrospectivement la caricature de la drôle de guerre, d'autant qu'il a été pris le 1^{er} avril 1940. Dans les faits, un artilleur, lors d'une pause d'un convoi de la 1^{re} armée montant en première ligne près de Sedan, ne résiste pas au plaisir de ramasser les premières fleurs printanières. Un mois plus tard, ce printemps deviendra dramatique.

estime
entre le
renforcer
l'exige
sée au
es mu-
noyen.
le suc-
la pro-
prix, il
és à la
capare
chesse
et les
même
11 %,
et du

marins montre que Hitler, loin de se situer dans le cadre d'un Blitzkrieg informulé, ne renie pas le classicisme de la Grande Guerre. Un chiffre confirme ce constat. Sur 445 000 tonnes d'acier attribuées au deuxième trimestre 1940 à l'armée, 25 000 tonnes seulement sont allouées aux chars de combat et aux véhicules blindés, moins que les 26 000 tonnes prévues pour les fils barbelés, les obstacles ou la construction d'ouvrages militaires !

UNE LIGNE MAGINOT PAS SI ABSURDE

L'étude des potentiels militaires des belligérants ne doit donc pas masquer l'essentiel : tout dépendra en dernier ressort de la stratégie qui sera appliquée.

La France et ses alliés entendent livrer une « bataille méthodique ». L'armée repose sur la conscription, le pays ne comptant que 32 divisions d'active. Il faut donc éviter d'engager des troupes peu aguerries, notamment les 18 divisions de catégorie B (largement composée de réservistes). Les soldats seront donc progressivement exposés au feu lors d'opérations ponctuelles, avant que l'expérience acquise n'autorise l'état-major à planifier une attaque de grand style. La direction des

opérations sera centralisée dans un dispositif où l'obéissance et la précision priment sur l'initiative et l'imagination, les chefs ne pouvant table sur des officiers réservistes mal formés. Le primat est par ailleurs accordé à la défensive, la sanctuarisation du territoire national constituant un dogme intangible. La surprise ne tient aucune place dans ce schéma, la nécessaire préparation d'artillerie, prélude à la bataille décisive, jouant en revanche un rôle essentiel.

Cette stratégie correspond dans ses grandes lignes aux attentes du pays. N'émettant aucune revendication territoriale, la France n'entend pas livrer une guerre de conquête. Durement frappée pendant la Grande Guerre, elle n'accepte pas de livrer une parcelle de son sol aux armées étrangères. Fidèle à la levée en masse, elle rejette l'armée de métier et mise, comme en 1914, sur la formation empirique des troupes dont la valeur combattive s'améliorera avec le temps. Elle n'entend pas sacrifier aveuglément la fleur de sa jeunesse, d'autant que la situation démographique incite à la prudence. En 1935, l'Allemagne pouvait tabler sur 13,1 millions d'hommes en âge de porter

Suite page 50 >

QU'ALLAIENT-ILS FAIRE À NARVIK ?

En avril-mai 1940, pendant la drôle de guerre, Alliés et Allemands se battent en Norvège. Un conflit périphérique qui est aussi une répétition générale.

La Luftwaffe déjà
Devancés par la Wehrmacht, les Britanniques et les Français débarqués en Norvège à la mi-avril s'efforcent de prendre en tenaille le port de Trondheim ; mais la supériorité aérienne adverse bloque leur progression. Ici, soldats français dans la région de Namsos.

La campagne de Norvège est une action « périphérique » voulue par les alliés franco-britanniques, à un moment où le front principal en Europe est englué dans la « drôle de guerre ». La Norvège présente un enjeu fondamental. D'abord, comme débouché (par le port de Narvik) d'une ressource stratégique pour l'économie de guerre allemande : le minerai de fer suédois, dont elle importe 80 % de la production. Ensuite, pour sa façade maritime (1 800 km de long) et l'entrée de la Baltique. L'agression de la Finlande par l'URSS, le 30 novembre 1939, rend plus urgent le projet d'intervenir militairement en Europe du Nord. Mais, déterminées à préserver la neutralité de leurs pays, la Norvège et la Suède font savoir le 4 mars qu'elles s'opposent à tout passage sur leurs territoires d'un corps expéditionnaire destiné à leur voisin oriental. La défaite de la Finlande huit jours plus tard met un terme à ce projet et entraîne le remplacement de Daladier par Reynaud. L'idée d'une action au nord de l'Europe n'en est pas

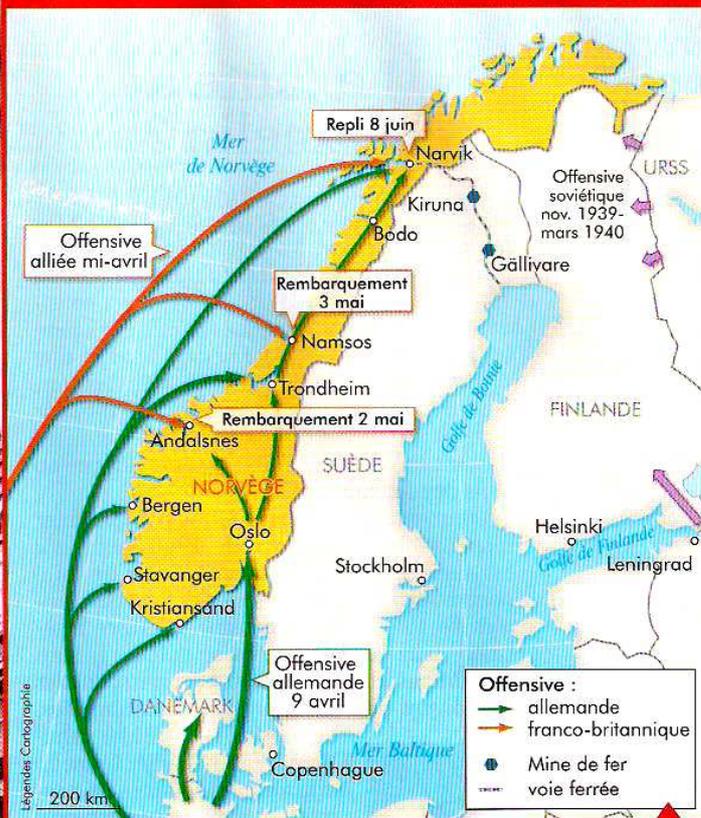
moins relancée. Les alliés franco-britanniques parviennent à se mettre d'accord pour une intervention « limitée » à la Norvège. De son côté, Hitler, après avoir hésité entre passer rapidement à l'offensive en Belgique ou attaquer la Scandinavie, est convaincu de l'intérêt stratégique de cette dernière et décide début mars d'envahir la Norvège et le Danemark (plan « Weserübung »).

Actions improvisées, manque de coordination

Il prend de vitesse les préparatifs alliés en envahissant ces deux pays le 9 avril. Il engage la quasi-totalité de la Kriegsmarine, environ 10 000 soldats et un millier d'appareils de la Luftwaffe. Le

Danemark est conquis sans aucune difficulté, tandis que les principaux ports norvégiens tombent aux mains des Allemands, malgré quelques actions de résistance (en particulier à Oslo). Les alliés franco-britanniques ne réagissent qu'avec retard. Toutefois, dans le fjord de Narvik, la Royal Navy parvient le 13 avril à mettre hors de combat une dizaine de navires allemands. Parallèlement, les Alliés décident de venir en aide aux forces nor-





végiennes (7000 hommes) en prenant « en tenaille » la ville de Trondheim ; ils interviennent, mi-avril, au nord de la ville (à Namsos) avec 6 400 soldats (dont 4 100 Français) et au sud (à Andalsnes) avec 4 400 soldats britanniques. Mais, faute de disposer de la maîtrise des airs et d'équipements adéquats (absence de DCA, manque de chars et d'armes antichars, de moyens de communication... et d'équipements pour évoluer dans la neige et le froid) et faute d'avoir su hiérarchiser les priorités, les Alliés se voient contraints, dès la fin avril, de se replier. L'ensemble de leurs forces présentes en Norvège centrale embarquent début mai sous les bombardements aériens. Désormais, les opérations militaires se concentrent au nord du cercle polaire arctique, dans la région de Narvik. Les forces alliées (24 500 hommes, dont près de 12 000 pour le corps expéditionnaire français composé principalement de chasseurs alpins, de soldats de la légion étrangère et de Polonais) et des soldats norvégiens prennent le contrôle du port le 28 mai et parviennent à refouler vers la frontière suédoise le contingent allemand (environ 5 000 hommes). Il s'agit du premier débarquement de vive force et la première victoire alliée depuis le déclenchement de la guerre. Mais cette victoire arrive trop tard, la décision de se replier a déjà été prise en raison de la débâcle en France... Les derniers combat-

Une retraite peu glorieuse
Début mai, les forces alliées doivent embarquer de Namsos en flammes, comme ces Tommies emportant des skis de chasseurs alpins.

tants embarquent le 8 juin. Du « rêve finlandais » on est passé au « gâchis norvégien » (Jean-Baptiste Duroselle). Les Norvégiens vont entrer en résistance. Leur roi part en exil à Londres.

Actions improvisées, manque de réalisme et de coordination : la campagne de Norvège a révélé, du côté franco-britannique, des déficiences cruciales dans la gestion de la guerre. Et les sanctions à l'encontre des autorités politiques et militaires responsables des impérities constatées sont arrivées trop tardivement : le relèvement de Gamelin, un temps envisagé par Reynaud fin avril, ne sera définitif que le 19 mai ; Chamberlain démissionne le 10 mai, mais reste au gouvernement.

L'Allemagne, que l'on a cherché à se détourner des frontières françaises, est maintenant prête à passer à l'attaque sur ce front. Mais sa victoire sur le terrain se transforme en une « défaite politique » (François Kersaudy). En effet, l'arrivée de Churchill au 10 Downing Street, conséquence politique de cette campagne, va constituer un tournant capital dans la résistance à l'Allemagne nazie. En outre, la prise de contrôle de l'Islande par les forces britanniques dès le mois de mai 1940 offre aux Alliés une plate-forme stratégique clé dans l'Atlantique Nord. Enfin, l'immobilisation d'unités allemandes en Norvège et l'importance des pertes subies par la Kriegsmarine sur ce théâtre d'opérations vont contribuer au succès britannique lors de la bataille d'Angleterre.

Dominique Mongin
Docteur en histoire

Le « gâchis norvégien »
Après l'échec autour de Trondheim, les troupes franco-britanniques et norvégiennes se concentrent sur Narvik, au nord du cercle polaire. La ville tombe le 28 mai, mais la déroute en France oblige les soldats à embarquer le 8 juin.

La faute à Gamelin ?

Quelle est la responsabilité du général dans la défaite de 1940 ?

B brillant, cultivé, sorti major de sa promotion de Saint-Cyr en 1893, Gamelin est considéré bien avant 1914 comme le meilleur « penseur militaire » de son temps. Il a mené une « belle guerre » en 14-18 (il est l'un des artisans de la victoire de la Marne). Chef d'état-major général le 9 février 1931, il prend le commandement en chef des forces alliées en France au mois de septembre 1939.

En tant que généralissime, il est le premier responsable du désastre de 1940 même s'il est d'abord le représentant d'une classe militaire nourrie par les théories défensives héritées de 14-18 et du pacifisme : l'armée française, démocratique, saura se défendre, mais ne doit pas attaquer. Ses erreurs personnelles ne doivent pas être pour autant minimisées.

Lorsqu'en 1936 Hitler remilitarise la Rhénanie, Gamelin affirme que la France ne peut intervenir militairement, qu'il faudrait pour cela déclarer la mobilisation générale. En fait, l'armée d'active aurait suffi ; à cause de Gamelin, la France rate une des dernières occasions de contrecarrer l'Allemagne. Lors de l'invasion de la Pologne en septembre 1939, Gamelin se refuse à envahir le Reich : il met fin dès le 21 septembre à l'expédition dans la Sarre lancée le 7. D'une manière générale, Gamelin n'est pas un homme de terrain. Le 19 mai, dans

une de ses « Instructions personnelles et secrètes », il écrit au général Georges à la tête du front nord-est : « Sans vouloir intervenir dans la conduite de la bataille qui relève de l'autorité du commandant en chef sur le front nord-est... »

L'état-major souffre de la multiplication des centres de commandement et de l'archaïsme des moyens de liaison (les estafettes et le téléphone quand les Allemands en sont à la radio). Personne ne s'est intéressé à l'évolution du matériel – de Gaulle ou le général Étienne sont des exceptions. Le remplacement de Gamelin par Weygand le 20 mai ne changera rien. Mais cette guerre, selon moi, ne pouvait de toute façon pas être gagnée.

*Entretien avec Claude Quétel
Auteur de L'Impardonnable Défaite
(Lattès, 2010)*

Le mystère Gamelin

Ce saint-cyrien, toujours premier de sa classe, commande les forces terrestres françaises en mai 1940. Si l'homme est politiquement habile, il se révèle un piètre chef de guerre.



REYSTONE/EVEDEA

► Suite de la page 47

les armes, la France se contentant de 6,7 millions, fossé que le retour aux deux ans de service militaire s'efforça de combler en mars 1935.

Dans cette optique, la ligne Maginot dont la construction, décidée en 1930, s'achève en 1935 n'est pas sans logique. Les stratèges n'imaginent pas qu'elle puisse à elle seule garantir la victoire. Elle doit en revanche permettre, en contenant l'adversaire, de gagner du temps au moindre coût humain, en laissant l'armée se placer en ordre de bataille. On comprend, dès lors, que les armées françaises ne se soient pas aventurées en Allemagne pendant la campagne de Pologne, alors même que le Reich avait abaissé la garde à l'ouest. Outre que cette offensive ne correspondait en rien à sa pensée stratégique, la France ne disposait pas des formations requises pour mener ce type d'attaque et ne tenait guère à s'engager dans une offensive aléatoire.

Ce schéma stratégique présentait néanmoins de réelles faiblesses. Il occulte l'importance des chars, réduits à appuyer et à protéger l'infanterie, ce qui explique qu'ils soient disséminés pour 75 % d'entre eux, au lieu d'être concentrés dans des unités cuirassées comme le préconisait Charles de Gaulle dans *Vers l'armée de métier* (1934). Traitée en parent pauvre, l'aviation doit prioritairement se cantonner à des missions d'observation pour servir d'œil aux fantassins, et non développer une stratégie aérienne indépendante. Mais le général Gamelin ne déclarait-il pas, en juillet 1939, que « l'aviation dans la prochaine guerre sera un feu de paille » ? Surtout, la ligne Maginot, discontinuée, découvre un trou béant dans le secteur des Ardennes.

La France, enfin, ne se préoccupa guère d'améliorer l'instruction de conscrits que le service militaire formait imparfaitement. En temps courant, un cinquième des hommes ne savaient pas tirer et un quart n'avaient jamais lancé de grenades. Or l'encadrement n'accroît pas l'entraînement des troupes durant les longs mois de la drôle de guerre. « Comment faire comprendre aujourd'hui que l'aspirant d'infanterie de réserve que j'étais, sortant de Saint-Cyr le 20 janvier 1940, n'ait jamais vu de chars, si ce n'est aux défilés du 14 Juillet, n'ait jamais fait d'exercice avec chars, ignore tout de la défense antichar, ne sache pas manier un canon de 25, n'ait jamais entendu parler des stukas » rappelle Jean-Louis Crémieux-Brilhac⁵. Cette apathie érode l'ardeur combative des troupes, les prépare bien mal aux combats à venir et nourrit l'ennui dont se plaignent tant de soldats, à commencer par Jean-Paul Sartre.

LE BLITZKRIEG : STRATÉGIE GÉNIALE OU IMPROVISATION ?

Dépendant d'un potentiel économique limité, le Reich développe une stratégie qui s'oppose point par point aux plans français. Alors que la France campe sur la défensive, l'Allemagne privilégie l'offensive ; alors que la première cherche à gagner ►

A l'abri S
comprend I
en Moselle,

millions,
rice mili-

et dont la
en 1935
n'imagi-
ir la vic-
en conte-
moindre
er en or-
que les
enturées
Pologne,
garde à
pondait
ne dis-
mener ce
ger dans

en moins
nce des
anterie,
ur 75 %
ans des
Charles de
Traitée
rement
on pour
per une
général
39, que
un feu de
ne, dé-
iennes.
e d'amé-
rice mi-
ourant,
tirer et
des. Or
ent des
guerre.
ne l'as-
ortant
is vu de
jamais
ense an-
ait ja-
-Louis
ardeur
al aux
ignent
Sartre.

LE

imité,
e point
France
ie l'of-
ner >



EGPAD

LIGNE MAGINOT CONTRE LIGNE SIEGFRIED

A l'abri S'étendant du Rhin jusqu'à Montmédy, la ligne Maginot comprend 110 ouvrages fortifiés, très sophistiqués (celui du Hackenberg en Moselle, ci-dessus, est défendu par un millier d'hommes).

Une réplique plus sommaire Côté allemand, certains secteurs de la ligne Siegfried sont dépourvus d'ouvrages fortifiés. La défense n'est parfois assurée que par des fantassins derrière un réseau de barbelés.



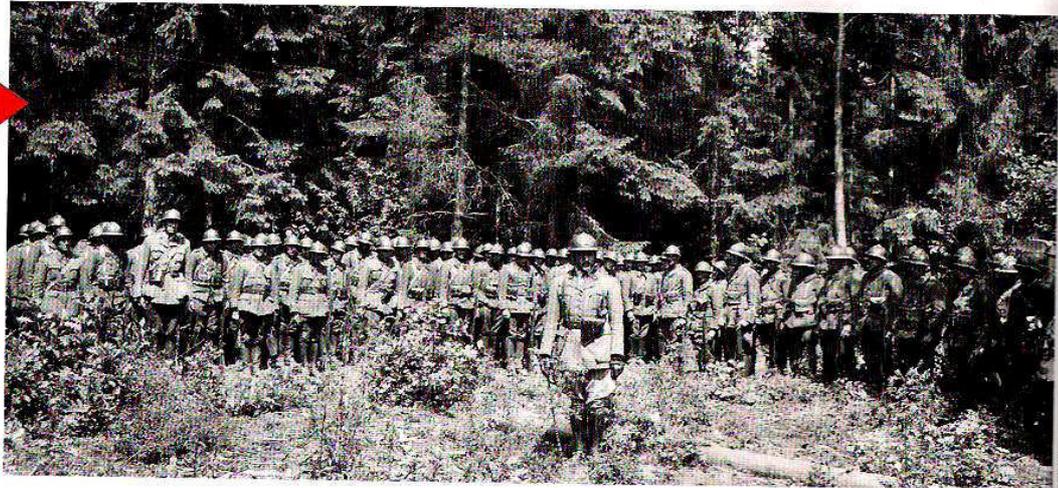
EGPAD



Bruxelles investi C'est le 28 mai que prend effet la « reddition sans conditions » des armées belges. La Wehrmacht prend ses aises dans la capitale et ces estafettes peuvent avoir le sourire. On ne s'étonnera pas de la présence de chevaux : ils sont quelque 200 000 dans une armée qui n'est que partiellement motorisée et se révèlent fort utiles pour tirer un instrument très important dans toutes les armées, une cuisine roulante.

L'ultime épreuve

Les redditions sont souvent désordonnées. Négociée le 22 juin, celle de cette compagnie du 44^e groupement de réserve de région fortifiée, près de Toul, se fait, dans les règles : le 23, le commandant rend son épée.



Notes
5. J.-L. Crémieux-Brilhac, « L'évolution du moral des troupes », C. Lévisse-Touzé (dir.), *La Campagne de 1940*, Tallandier, 2001, p. 293.
6. A. Milward, *The German Economy at War*, Athlone Press, 1965.

► du temps, la seconde tente de forcer le destin, sans que l'on puisse pour autant affirmer qu'elle applique un Blitzkrieg dûment théorisé.

Plusieurs auteurs ont, à l'instar d'Alan Milward⁶, affirmé que la guerre éclair marquait l'adaptation d'une stratégie à une économie. Craignant d'imposer à la population de trop rudes contraintes, le régime nazi aurait développé un réarmement « en surface », et non « en profondeur ». Il aurait alors misé sur une guerre courte, s'appuyant principalement sur les blindés et l'aviation pour emporter la décision afin de maintenir un niveau de consommation décent aux civils. Cette thèse séduisante a

toutefois été contestée par Adam Tooze, Richard Overy et Karl-Heinz Frieser (cf. *Pour en savoir plus*, p. 99), ce qui incite à la reconsidérer.

Exigeant, contre son état-major, qu'une attaque soit au plus tôt lancée à l'ouest, Hitler s'appuie initialement sur une vague réédition du plan « Schlieffen » de 1914 (qui prévoyait de déborder les armées françaises en misant sur la rapidité et le viol de la neutralité belge) amendé par plusieurs modifications entre octobre et novembre 1939. Mais, en janvier 1940, un officier, le commandant Reinberger, doit précipitamment atterrir en Belgique, porteur de documents qu'il

Opération évacuation 26 mai

Dunkerque (400000)

Calais (20000)

St-Omer (10000)

1^{er} corps Billotte

Abbeville (28-29 mai)

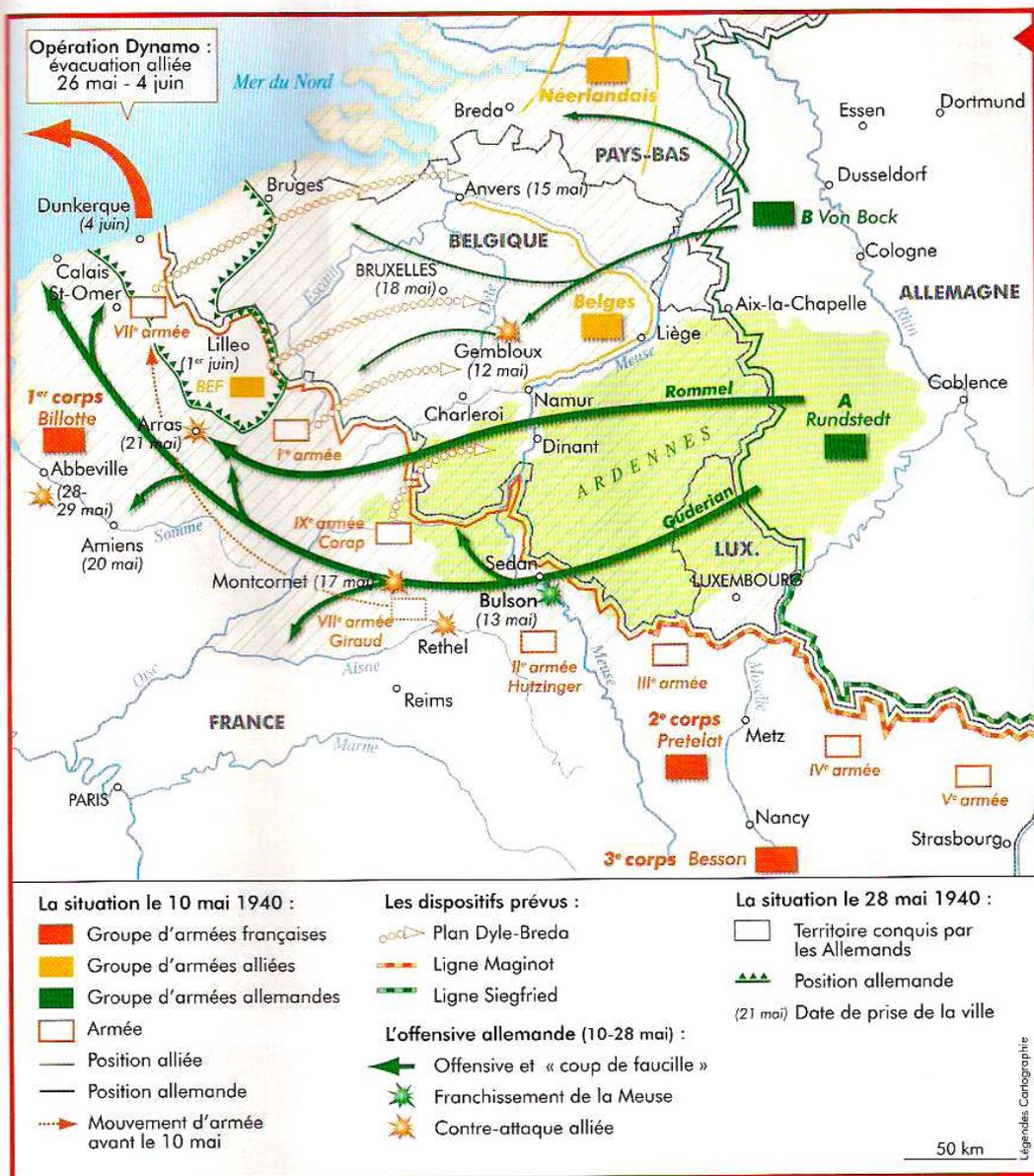
Paris

La situation

- G (Général)
- G (Général)
- G (Général)
- A (Armée)
- P (Pays)
- P (Pays)
- M (Militaire)
- av (avancé)

ne peut qu'... Belgique... trophe ma... réviser se... tive aux i... Dès oc... ter l'assau... vers des... Sedan. Bo... tés avanc... l'embouch... talité de l'... cille » - p...

LE COUP DE FAUCILLE



Six semaines de combats. Les Allemands passent à l'offensive à l'Ouest le 10 mai. Le groupe d'armée B attaque les Pays-Bas et la Belgique, tandis que le groupe d'armée A, suivant le plan du général Manstein, avance à travers les Ardennes, considérées comme infranchissables. De là, les troupes allemandes doivent se diriger vers l'embouchure de la Somme, encerclant les Alliés par un « coup de faucille », selon l'expression de Churchill. Ce plan hasardeux réussit grâce à l'audace des généraux allemands et aux erreurs tactiques françaises.

ne peut que partiellement brûler révélant que la Belgique allait être envahie. Sans être une catastrophe majeure, cet incident oblige l'état-major à réviser ses plans et à prêter une oreille plus attentive aux idées du général Manstein.

Dès octobre 1939, ce dernier suggérait de porter l'assaut là où on l'attendait le moins : au travers des Ardennes, jugées infranchissables, vers Sedan. Bousculant les défenses françaises, des unités avanceraient à travers ce massif boisé jusqu'à l'embouchure de la Somme, encerclant ainsi la totalité de l'aile nord ennemie par un « coup de faucille » – pour reprendre l'expression postérieure

de Churchill ; une autre force s'enfoncerait par ailleurs vers le sud à partir de Sedan, pour parer à toute contre-offensive ennemie. Manstein prépare sept moutures de ce scénario que ses supérieurs refusent de transmettre, le jugeant trop hardi. Mais de proches collaborateurs parviennent à lui ménager un entretien avec Hitler le 17 février 1940. Séduit, le dictateur l'accepte d'autant plus facilement que son attention s'est de longue date portée sur le secteur vulnérable des Ardennes.

Ce plan audacieux attaque donc le dispositif français sur son point faible – Sedan – et table sur la surprise stratégique. Quelques faiblesses, ce- ➤

► pendant, le minent. La Meuse doit impérativement être franchie avant le cinquième jour de l'offensive, alors que l'état-major table plutôt sur une dizaine de jours. Les troupes doivent gagner l'embouchure de la Somme sans s'arrêter. Surtout, il faut que les Alliés tombent docilement dans le piège qui leur est tendu. Afin de faire croire à la réédition du plan « Schlieffen », une première offensive sera déclenchée au nord, en Belgique et aux Pays-Bas, chiffon rouge que le toréador nazi brandit ; la seconde, plus puissante, sera lancée ultérieurement au sud, une fois que les troupes françaises, imprudemment avancées en Belgique, seront trop éloignées du théâtre d'opérations principal pour monter une contre-offensive. Le matador allemand plongera alors son épée dans les reins de son adversaire, pour reprendre la formule de l'historien militaire Liddell Hart.

Le Reich joue son va-tout en un unique coup de dés

L'Allemagne joue donc son va-tout en un unique coup de dés. Si la percée s'enlise, le Reich sera condamné à une guerre longue et donc à la défaite, ce dont ses dirigeants se montrent parfaitement conscients. Leurs craintes sont vives : comment prétendre obtenir

en quelques jours ce que l'empereur allemand Guillaume II n'a pu arracher en quatre années de guerre ? Mais le Blitzkrieg ne correspond pour autant ni à une adaptation de la stratégie à l'économie ni à un schéma stratégique mûrement médité. « Il représente plutôt un acte de désespoir du niveau opérationnel pour sortir d'une situation désespérée du niveau stratégique⁷. »

LES ERREURS FRANÇAISES

Le 10 mai 1940, après avoir envahi la Pologne, puis, en avril 1940, le Danemark et la Norvège, les Allemands passent à l'offensive sur le front ouest. L'attaque conduite par le groupe d'armées B de von Bock porte sur la Belgique et les Pays-Bas, tandis que le groupe d'armées A, aux ordres de Rundstedt, avance discrètement au travers de la Belgique et du Luxembourg pour se présenter devant Sedan. Le généralissime Gamelin, à la tête de toute l'armée française, commet alors une série d'erreurs, concernant tant la stratégie que la conduite des opérations.

Au niveau stratégique, Gamelin applique sans barguigner le plan « Dyle-Breda ». L'état-major a en effet prévu de prendre position sur la Dyle, rivière coulant en Belgique, ce qui n'est pas absurde. La France gagne une profondeur dont l'attaque allemande contre l'URSS le 22 juin 1941 (opération « Barbarossa ») démontrera ultérieurement l'importance ; la manœuvre protège de l'agresseur tant le Nord industriel que la part essentielle de la Belgique – Bruxelles et les ports ; la position offre une bonne base pour lancer une future attaque sur la Ruhr. Et la VII^e armée, cantonnée près de Reims, pourra le cas échéant monter une contre-attaque dans ce secteur. ►

Note
7. K.-H. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*, Belin, 2003 (éd. allemande, 1995), p. 115.

DUNKERQUE : LE SA

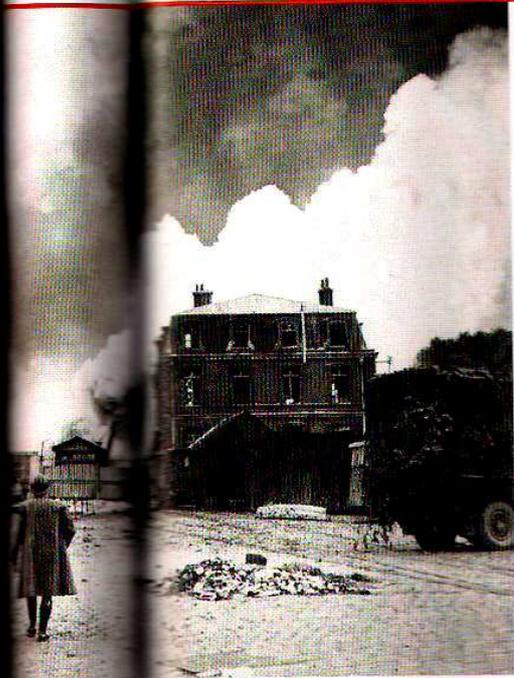
L'étai se resserre
Fin mai, des troupes de la 1^{re} armée s'accrochent pour maintenir autour de Dunkerque un « périmètre de sécurité » qui permette l'embarquement des troupes franco-britanniques (« l'opération Dynamo »), alors que la ville est pilonnée par l'artillerie allemande. Les panaches de fumée proviennent du bombardement des raffineries : une erreur de stratégie car ils gênent l'action de la Luftwaffe.



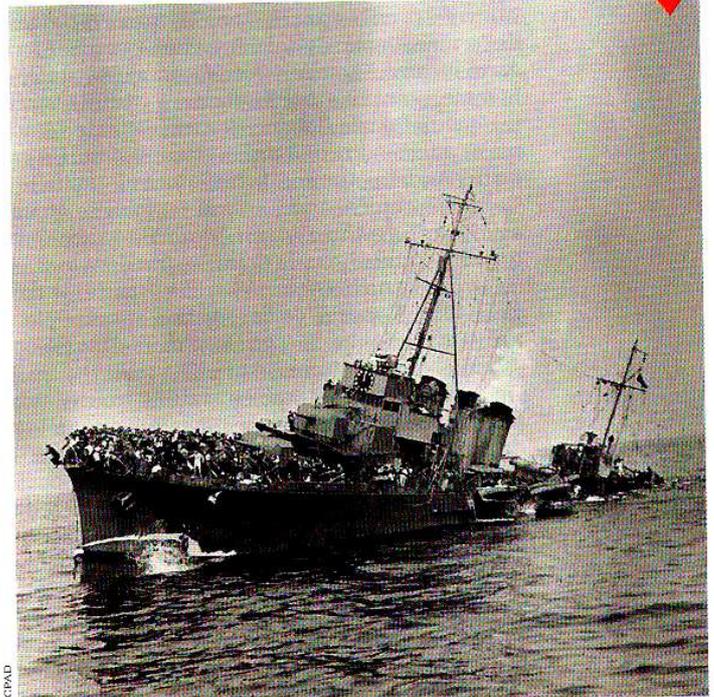
Une victoire singulière
Conçue au départ pour évacuer 45 000 hommes du corps expéditionnaire britannique, « l'opération Dynamo » (26 mai-4 juin) sauve de la nasse de Dunkerque 338 336 soldats, dont 123 095 Français. L'Anglais de la rue salue comme une victoire ce qui n'est qu'une retraite. 35 000 Français restent aux mains de la Wehrmacht, tandis que des tonnes de matériels, dont 65 000 véhicules, sont abandonnés sur les plages comme, ici, à Malo-les-Bains, après l'enlèvement des nombreux cadavres.



ÉPIQUE : LE SAUVETAGE



Les rescapés du Bourrasque
Avec 38 bâtiments de guerre et 89 navires auxiliaires, la marine française n'a pas ménagé ses efforts pour permettre l'évacuation des troupes franco-britanniques. Parmi ses pertes, 7 torpilleurs sont coulés, dont Le Bourrasque, touché, le 30 mai (ci-dessous), causant la mort d'environ 500 soldats et marins. Un autre torpilleur, Le Branle-Bas, s'apprêtant également à gagner Douvres, se porte au secours des survivants, qui bénéficient d'une mer relativement calme (ci-contre).



LE BLITZKRIEG EST-IL UN MYTHE ?

Le succès de généraux désobéissants.



Le Führer est satisfait Dans son quartier général, près de Rocroi, fin mai, avant l'assaut final ouvrant la route de Paris, Hitler plaisante avec deux des artisans de la percée sur la Meuse, le commandant de la IV^e armée, Gunther von Kluge (le plus à gauche), et son voisin Erwin Rommel, le talentueux chef de la 7^e panzerdivision. L'heure est à la satisfaction générale. Quatre ans plus tard, après l'attentat manqué contre le Führer du 20 juillet, l'un et l'autre, devenus maréchaux, seront contraints de se suicider.



Göring
Führer
Luftwaffe
poches
(26 p.)

« F...
général Gu...
Panzer ! («...
10^e panzer...
malgré les...
l'arrivée de...

Le terme de Blitzkrieg (« guerre éclair ») est largement le produit de tours de passe-passe historico-théoriques. Les historiens peinent à en retrouver des traces solides dans les textes tactiques de l'armée allemande de l'entre-deux-guerres. Rien en tout cas qui soit pensé de façon globale et cohérente, pouvant s'insérer dans une doctrine stratégique nationale. La doctrine officielle de l'état-major allemand restait profondément hostile à ce qu'il considérait comme de l'aventurisme militaire. Ce n'est qu'après la victoire sur la Pologne qu'un article du *Time Magazine* américain du 25 septembre 1939 l'utilise pour la première fois dans le sens qu'on lui connaîtra désormais. La propagande nazie se saisira ensuite de l'expression et saura pleinement l'exploiter. Il s'agit donc alors d'un terme essentiellement journalistique.

On ne commence véritablement à le trouver utilisé dans un texte de théorie militaire qu'au début des années 1950, lorsque l'auteur militaire britannique Basil Liddell Hart publie ses travaux sur la Seconde Guerre mondiale en collaboration étroite avec d'anciens généraux de la Wehrmacht, notamment Heinz Guderian. Mais il ne s'agit que d'une re-création *a posteriori*. Et Guderian prend alors bien soin de se présenter comme l'inventeur unique de ce pseudo-concept – en omettant de signaler les travaux de théoriciens de l'entre-deux-guerres qui étaient allés bien plus loin que lui dans la

Cette victoire allemande n'a aucune valeur de modèle

(en 1949). Les Anglo-Américains sont alors engagés dans la création d'une armée ouest-allemande pour laquelle ils ont besoin du concours – organisationnel, politique et symbolique – de tous les anciens généraux de la Wehrmacht...

Pour ce qui concerne la réalité des victoires militaires allemandes des premières années de la guerre, les historiens, et notamment Karl-Heinz Frieser, ont largement montré leur caractère aléatoire, contingent et, au moins dans le cas de la victoire sur la France au printemps 1940, obtenue d'extrême justesse, au point que les militaires allemands eux-mêmes ont parlé de « miracle ». Outre les tragiques erreurs du haut commandement français, la victoire allemande fut principalement due à la désobéissance de Guderian et de Rommel. A la tête des seuls 10 % réellement mécanisés de l'armée (90 % de la Wehrmacht étaient encore constitués d'artillerie hippomobile et d'infanterie se déplaçant à pied), ces derniers prirent l'initiative de se ruier en direction des côtes de la Manche en ignorant les

réflexion sur l'emploi des blindés dans la guerre moderne. En outre, ces écrits interviennent dans un contexte historique et stratégique bien particulier : la guerre froide fait rage ; l'Otan vient d'être créée, ainsi que la République fédérale d'Allemagne

ordres de
les expo
cette acti
ginel. Ini
née de st
suré aya
connaît
En tout é
si elle re
de modè
reprodui
nues par
elles le fi
limitées
inférieur
ces exer
Seul Blit
s'est solé
d'une gu
pouvait
et n'avai
elle n'ét
que et le
de la We
stratégi
ment dé

◀ **Göring, maréchal de l'Air** Il a obtenu du Führer, son compagnon historique, que sa Luftwaffe joue un rôle majeur pour réduire la poche de Dunkerque. Ici, il inspecte des stukas (26 mai 1940).



▶ **« Heinz le Rapide »** C'est le surnom du général Guderian, connu pour son ouvrage *Achtung Panzer!* (« Attention blindés ! »). A la tête de la 10^e panzerdivision, il réussit la percée de Sedan, puis, malgré les ordres, décide de l'exploiter sans attendre l'arrivée de soutiens.

ordres du commandement de la Wehrmacht les exhortant frénétiquement à s'arrêter car cette action n'était pas prévue dans le plan original. Initiative audacieuse et au final couronnée de succès, certes, mais aussi risquée et démesurée ayant, à de multiples reprises, menacé de connaître une issue catastrophique. En tout état de cause, cette victoire allemande, si elle reste extraordinaire, n'a aucune valeur de modèle, car non théorisée et impossible à reproduire. Quant aux autres victoires obtenues par la Wehrmacht entre 1939 et 1941, elles le furent contre des pays aux dimensions limitées ou à la puissance militaire largement inférieure à celle de l'Allemagne. Là encore, ces exemples n'ont donc que peu de valeur. Seul Blitzkrieg planifié, l'invasion de l'URSS s'est soldée par un échec. Sur la longue durée d'une guerre planétaire, la puissance nazie ne pouvait que remporter quelques « batailles » et n'avait guère de chances de l'emporter car elle n'était fondée que sur l'excellence tactique et le très haut degré de professionnalisme de la Wehrmacht, au détriment d'une pensée stratégique et opérative qui lui fit constamment défaut.

Laurent Henninger
Chargé d'études à l'Institut de recherches
stratégiques de l'École militaire (IRSEM)

▶ Gamelin, pourtant, ajoute à ce plan une variante Breda, pour assurer la jonction avec les forces néerlandaises. Il déplace la VII^e armée sur son flanc gauche, la positionnant entre Lille et Dunkerque afin qu'elle puisse, les hostilités déclenchées, monter sur la Belgique et les Pays-Bas en direction de la ville néerlandaise de Breda. Du coup, il s'éloigne plus encore sur la branche que le « coup de faucille » s'apprête à couper. Il trahit ainsi et la lettre, et l'esprit de la doctrine française : il se rue à la rencontre de l'ennemi alors que la stratégie prônait la défensive ; il ne prend pas le temps de livrer la bataille méthodique prévue ; il privilégie la « bataille *a priori* » plutôt que d'attendre que les Allemands dévoilent leurs intentions pour réagir (« bataille *a posteriori* »).

Cette erreur stratégique se double de grandes imprudences. Peu d'unités gardent le secteur des Ardennes. Car si les Alliés alignent au nord 60 divisions contre 29 pour leurs adversaires, ils n'en disposent au sud que de 18, chargées de contenir les 45 divisions allemandes ; 36 divisions campent dans la ligne Maginot pourtant censée garder les frontières au moindre coût humain. Quand la Wehrmacht attaque à Sedan, seules 2 divisions de piètre qualité l'attendent. La seule 55^e division du général Lafontaine doit bloquer, sur les bords de la Meuse, 3 divisions de panzers. Le général Georges avait pourtant attiré l'attention de sa hiérarchie sur la vulnérabilité du secteur, recommandant de « ne pas engager nos disponibilités dans cette affaire » : il ne fut ni écouté ni entendu.

MOMENTS DE PANIQUE ET ACTES DE BRAVOURE

La conduite des opérations ne permet pas de corriger ces erreurs initiales. Certes, le haut commandement constate assez vite que l'effort essentiel du Reich se porte sur Sedan. Il jette donc des forces dans la bataille, mais sans pouvoir s'appuyer sur les réserves de la VII^e armée imprudemment enfoncée en Belgique et aux Pays-Bas. De même, l'aviation livre de furieux combats, notamment pour empêcher les panzers de franchir la Meuse. Mais, sur 71 bombardiers légers engagés le 14 mai, 40 sont perdus. Ainsi, l'efficacité de la défense antiaérienne allemande, la Flak, et la suprématie aérienne du Reich ruinent les efforts des ailes alliées. La Royal Air Force enregistre de plus fortes pertes pendant les six semaines de la bataille de France que durant la bataille d'Angleterre (10 juillet-31 octobre 1940), perdant 944 appareils (852 pour la France). Mais la Luftwaffe ne ressort pas indemne de l'aventure, qui lui coûte 1 400 avions. Fin mai, 30 % des appareils qu'elle a initialement engagés ont été détruits, 13 % endommagés.

Des éléments plus conjoncturels aggravent la situation. Alors qu'au troisième jour de l'offensive les 41 000 véhicules du groupe de blindés Kleist marchant sur Sedan provoquent un ▶

I 850 000 PRISONNIERS ET PLUS

Histoire d'un clairon
A Thulin (Belgique), un caporal-chef du 469^e régiment d'infanterie de la Wehrmacht pose avec un clairon pris aux Français, répétant le geste qui avait ordonné aux soldats français du 158^e régiment d'infanterie encerclés de cesser le feu le 15 mai 1940.



Le début d'une longue captivité Près de 1 850 000 Français sont faits prisonniers en mai-juin 1940. Ils sont d'abord internés dans l'un des 300 Frontstalag improvisés sur le territoire français, près de Maubeuge vers lequel se dirigent ici des Français et quelques Anglais du corps expéditionnaire britannique (BEF).

► gigantesque embouteillage de près de 250 km de la Meuse au Rhin, l'aviation alliée s'abstient de les bombarder alors qu'elle aurait anéanti le fer de lance du dispositif allemand. Le 13 mai, les arrières des 55^e et 71^e divisions d'infanterie s'effondrent à Bulson, non loin de Sedan. Procédant à une interprétation erronée, les soldats croient que les chars allemands débouchent sur leur secteur. Cédant à la panique, ils s'égaillent dans un incompréhensible mouvement de psychose collective qui ne repose sur rien puisque les premiers blindés ennemis n'apparaissent que le lendemain matin, soit douze heures plus tard. Un secteur clé cède, ouvrant la porte à l'ennemi. Enfin, les divisions du haut commandement, matérialisées par la dispersion géographique des quartiers généraux, aggravent la situation. Gamelin affecte de laisser Georges conduire la bataille mais l'imparfaite répartition des rôles entre les généraux Georges, Corap et Huntziger empêche de monter une contre-offensive.

Certes, quelques unités luttent vaillamment. Des réservistes du Gers tiennent ainsi quarante-huit heures dans une boucle de la Meuse contre une division de panzers et l'on peut estimer que les troupes, le premier mouvement de stupeur passé, ont combattu avec courage. Mais, dès le 15 mai, le front cède et la France perd la bataille. Remplaçant Gamelin, le général Weygand croit pouvoir rétablir un front sur la Somme et sur l'Aisne alors même que Dunkerque est encerclé. Malgré la résistance du général Frère, les Allemands percent le 6 juin, débouchent le 11 sur les bords de la Marne et en-

La défaite fut aussi et peut-être surtout une défaite européenne

trent le 14 dans un Paris déclaré ville ouverte. Seul faux pas : en ordonnant à ses troupes de stopper devant Dunkerque (24 mai), Hitler laisse quelque 340 000 hommes (dont la quasi-totalité du corps expéditionnaire britannique) rembarquer.

L'essentiel demeure : la France s'effondre en quelque six semaines, malgré la belle résistance déployée sur le front des Alpes contre l'attaque italienne (10 juin 1940).

Cette débâcle nourrit, depuis 1940, les interrogations. La France, on l'a dit, abordait la guerre en position difficile et l'on pourrait à l'envi dresser la liste des occasions perdues. Le réarmement fut entamé trop tardivement pour garantir au pays la suprématie militaire. Les atermoiements de la diplomatie et le cynisme de Staline privèrent la France de son alliance de revers. La stratégie ne parvint pas à se dégager des leçons de la Grande Guerre d'autant qu'elle était conçue par des généraux vieilliss.

L'ALLEMAGNE A EU DE LA CHANCE

Tous ces éléments, cependant, ne promettaient pas une défaite qui résulta d'abord d'une conduite irrationnelle des opérations. L'application de la manœuvre Dyle-Breda priva le commandement de ses réserves et le conduisit à renier ses principes. L'audace des chefs allemands, appliquant un plan risqué, et désobéissant parfois aux ordres de Hitler pour consolider leur avance (Rommel

Longte chiffre de la campagne de baisse par Arzalier (pertes ? 1940, Tal intègre niers de ; pertes de J. Arzalier bats de m et **90 000** J.-L. Lele s'éleverai pendant l à paraître Rapporté inférieur l'offensive Les Allen **27 074** r un chiffre dureté de

coupa ain stoppé da D'auta insolente. et la panie On ne per de France vateur - le conçu par bordonné çaises dan On au de l'été 19 Car la déf défaite eu du Royau voire de l' périté de nie. Si Lor cocement si Moscou gers de la sentée, en dicalemen interpréta faite comm de Versaill rement l'é éviter si el ses forces elle ne fut au dieu Ma tagées ; les

RS ET

PLUS DE 55 000 MORTS

Longtemps estimé à **100 000** environ, le chiffre des pertes françaises pendant la campagne de France a été récemment révisé à la baisse par une enquête menée par Jean-Jacques Arzalier (« La campagne de mai-juin 1940. Les pertes ? », C. Lévisse-Touzé, *La Campagne de 1940*, Tallandier, 2001). Les données officielles intègrent en effet souvent des civils, des prisonniers de guerre décédés en captivité, voire les pertes des forces vichystes. Du coup, conclut J.-J. Arzalier, le nombre de tués « à la suite des combats de mai-juin 1940 est compris entre **50 000** et **90 000 hommes** ». Selon M. Daeffler, J.-L. Leleu, J. Quellien et F. Passera, ce nombre s'élèverait entre **55 000** et **65 000** (*La France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Fayard, à paraître en mai). L'enjeu n'est pas mince. Rapporté à la journée, le nombre de morts est inférieur à celui des pertes françaises pendant l'offensive allemande d'août-septembre 1914. Les Allemands, pour leur part, déplorèrent **27 074 morts** ainsi que **18 384 disparus**, un chiffre relativement élevé qui confirme la dureté des combats.



anglais

es déclaré
pas : en
de stop-
(24 mai),
340 000
i-totalité
re britan-

andre en
résistance
aque ita-

les inter-
la guerre
ervi dres-
vement
r au pays
nts de la
èrent la
atégie ne
la Grande
des géné-

TE
mettaient
conduite
on de la
ndement
ses prin-
pliquant
x ordres
Rommel

coupa ainsi sa radio pour être sûr de ne pas être stoppé dans son élan), assura la victoire.

D'autant que le Reich fut servi par une chance insolente. L'aviation épargna les colonnes de Kleist et la panique de Bulson ouvrit une brèche fatale. On ne peut cependant affirmer que la campagne de France marqua l'application d'un concept novateur – le Blitzkrieg. Elle obéit certes au scénario conçu par Manstein, mais son succès fut aussi subordonné à un pari : attirer le gros des forces françaises dans le traquenard belge.

On aurait tort, toutefois, de réduire le drame de l'été 1940 à sa seule dimension hexagonale. Car la défaite fut aussi, et peut-être surtout, une défaite européenne, sanctionnant l'aveuglement du Royaume-Uni, de la Belgique, des Pays-Bas, voire de l'Union soviétique tout autant que l'impéritie de la France. Cédons au vertige de l'uchronie. Si Londres et Paris avaient réarmé plus précocement et récusé la tentation de l'*appeasement*, si Moscou avait plus lucidement mesuré les dangers de la menace nazie, la situation se serait présentée, en 1939 comme en 1940, sous un jour radicalement différent, ce qui invite à récuser les interprétations téléologiques construisant la défaite comme l'inéluctable conséquence du traité de Versailles. Quoi qu'il en soit, la France paya durement l'effondrement de 1940 qu'elle aurait pu éviter si elle n'avait pas imprudemment engagé ses forces dans une bataille de rencontre. Mais elle ne fut pas la seule à acquiescer ce lourd tribut au dieu Mars. Les responsabilités doivent être partagées ; les ravages le furent aussi. ■

LES GRANDES DATES

1939

1^{er} septembre : l'Allemagne envahit la Pologne.

3-4 septembre : la France puis la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne.

7 septembre : la France lance une brève incursion de dix jours en Sarre.

29 septembre : chute de Varsovie.

30 novembre : invasion de la Finlande par l'URSS.

1940

22 mars : le gouvernement Reynaud succède à Daladier.

9 avril : le Danemark et la Norvège sont envahis par l'Allemagne. Le 14, débarquement d'un corps expéditionnaire franco-britannique en Norvège.

10 mai : début de l'offensive allemande à l'Ouest. Invasion des Pays-Bas et de la Belgique.

13 mai : les panzers franchissent la Meuse.

15 mai : capitulation des troupes néerlandaises.

17 mai : succès du colonel de Gaulle à Montcornet.

19 mai : Weygand remplace Gamelin.

26 mai-4 juin : opération Dynamo, évacuation alliée à Dunkerque.

28 mai : prise de Narvik par les Alliés. La ville est évacuée dès le 31 mai. Reddition des troupes belges.

4 juin : chute de la poche de Dunkerque.

5 juin : de Gaulle sous-secrétaire d'État à la Guerre.

6 juin : les lignes de défense françaises sont enfoncées.

10 juin : le gouvernement français quitte Paris pour Tours et ses environs. Entrée en guerre de l'Italie, qui prend quelques vallées frontalières et la moitié de Menton.

14 juin : les troupes allemandes entrent dans Paris déclaré ville ouverte. Le gouvernement est à Bordeaux.

16 juin : démission de Reynaud.

17 juin : formation du cabinet Pétain. Les Allemands franchissent la Loire.

18 juin : appel de De Gaulle depuis Londres.

22 juin : à Rethondes, les plénipotentiaires français signent la convention d'armistice franco-allemande, qui entre en vigueur le 25 juin.

28 juin : de Gaulle est reconnu par les Britanniques comme le chef des Français libres.

29 juin : le gouvernement quitte Bordeaux pour Clermont-Ferrand.

1^{er} juillet : le gouvernement s'installe à Vichy.

3 juillet : à Mers el-Kébir, en Algérie, les Britanniques coulent la flotte française.

10 juillet : vote des pleins pouvoirs à Pétain.